

Madame / Monsieur la / le Président-e,

Cher-e-s Collègue-s,

Le propos introductif de notre conférence le rappelait, le terrorisme et l'extrémisme violent sont une menace constante.

Cette menace est aussi très diverse dans ses manifestations même si ses effets restent les mêmes pour la société et les personnes victimes.

Il y a eu les attaques préparées depuis l'étranger, les assaillants s'échappant au-delà des frontières, les flux financiers les finançant depuis un réseau de comptes internationaux.

Il y a aujourd'hui des assaillants, isolés, ou en petit nombre, agissant de concert ou pas, et passant à raison même de leur isolement entre les mailles des « radars » habituels surveillant les organisations criminelles les commandant.

L'évolution de la menace terroriste se traduit en effet par la commission d'actes « seuls » commis par des individus qui se réclament d'une cause sans organisation les ayant préparés et donc, par-là, difficiles à repérer.

La prévention des actes de terrorisme est un objectif hautement légitime et indispensable.

Les interventions militaires et les mesures de sécurité ne suffisent pas à l'éradiquer complètement et efficacement.

Il faut aussi lutter contre le basculement de personnes ou de groupes dans la haine et les actions violentes !

La lutte contre le terrorisme ce n'est pas seulement une question de polices, cela suppose la mobilisation de la société civile, avec des actions innovantes en matière d'éducation aux médias, permettant la prise de responsabilité et de parole, et des mesures visant la cohésion sociale et sociétale...

Bref un vaste programme à construire !

Je voudrais insister sur quatre points

Il faut tenir un contre-discours puissant contre le terrorisme.

Il convient d'agir en amont par l'éducation.

Il faut donner la parole à la société civile dans sa diversité pour promouvoir des valeurs de paix opposées au discours de guerre et dissuader, autant que faire cela se peut, du passage à l'acte violent et criminel.

Enfin il est temps de prendre des mesures de cohésion sociale et sociétale pour « embarquer » le plus de citoyens en vue de progrès partagés.



Il faut tenir un contre-discours puissant contre le terrorisme.

Comme l'a dit un collègue de l'APCE dans son rapport sur ce thème, « la lutte contre le discours terroriste est une tâche compliquée, pour laquelle il n'existe pas de solution facile et évidente ».

Il est urgent de concevoir un discours à partir de ce qui nous unit et non de ce qui nous divise.

Il faut étudier et promouvoir la notion « d'idéaux partagés » et de consensus par recoupement des points communs des traditions.

Il ne s'agit pas de tenir un discours béat, certains diraient « bisounours » entendu comme celui d'une personne d'une grande naïveté mais au contraire réfléchi, instruit et persuasif.

Comme le rappelait ce même rapport « *l'importance de la communication dans la lutte contre le terrorisme ne doit pas être sous-estimée, car, [comme l'a souligné...une étude publiée par le Parlement européen], le terrorisme est fondamentalement un acte de communication* ».



Je l'ai dit **il convient aussi d'agir en amont par l'éducation.**

Un des objectifs est de prévenir la radicalisation, notamment celle des plus jeunes.

La lutte contre la désinformation, notamment sur le net suppose de savoir et donc d'apprendre à penser « par soi-même », d'apprendre à débattre et à échanger sans violence...alors même que souvent les échanges sur les réseaux cumulent deux inconvénients majeurs, à savoir :

- ne parler qu'avec des personnes ayant déjà les mêmes *a priori*, les mêmes idées fausses ou violentes ;
- se sentir protégé par un anonymat relatif et ne pas être responsable des effets de ses paroles.

Les initiatives sont nombreuses pour contrecarrer ces effets et pièges. On pourrait citer en France celles de la Fondation de France.

Cela peut inclure des jeux virtuels, des rencontres et débats, des fabriques de l'information réelle et contredite.

Il faut mobiliser nos ressources, partager nos bonnes expériences, et les rendre publiques.



Il faut aussi donner la parole à la société civile dans sa diversité pour promouvoir des valeurs de paix opposées au discours de guerre et dissuader du passage à l'acte violent et criminel.

D'une part, il faut donner la parole à celles et ceux, parfois invisibles, qui innovent, fabriquent, et font la culture, l'école, la recherche scientifique et médicale de puissants facteurs de rassemblement.

D'autre part, il faut valoriser la différence comme une complémentarité et non comme un obstacle a priori.

Enfin dans nos relations avec les autres, il faut considérer qu'il existe toujours, même si elle n'est pas dominante, une culture de l'ouverture.



Enfin les actes de terrorisme visent à empêcher la cohésion sociale.

Pour y faire face il faut me semble -t-il initier des politiques publiques qui embarquent le plus de citoyens possibles...

Nos pays doivent renouer autant que possible avec des politiques globales assurant une meilleure redistribution de la richesse en direction de tous ceux qui sont dotés de faibles ressources, culturelles et économiques.

Autrement dit, des programmes universels, avec des déclinaisons prenant en compte certaines spécificités, doivent être valorisés car ils ont un effet de masse, si j'ose dire.

De plus, leurs mécanismes s'avèrent souvent très redistributeurs.

Enfin, ils sont moins stigmatisants.

Nos parlements respectifs ont sur tous ces sujets des marges d'action et de progrès.

Proposer, recommander, évaluer l'action, amender dans tous ces domaines est de notre compétence constitutionnelle et institutionnelle.

Il nous faut mieux partager les initiatives et les résultats de nos travaux.

En ce sens cette 1^{ère} rencontre interparlementaire nous y invite et constitue une 1^{ère} étape pour en construire ensemble d'autres.

Merci de votre attention.

